



FDF LE 23/04/2020

### **Reprise du 11 mai**

Le SNUEP-FSU Martinique, qui depuis décembre 2019, suit de très près les prises de position des autorités « diverses » qui nous gouvernent, a pris bonne note de l'appel à la reprise de l'École en pleine pandémie, à partir du 11 mai.

Les autorités semblent en effet diverses, voire multiples, tant l'impression nous est donnée, qu'il est possible en Martinique de fouler du pied, les injonctions ministérielles données.

C'est ainsi que le binôme préfet et autorité rectorale, soutenu par quelques politiques, une partie de la presse et des fédérations de parents d'élèves, dans un esprit revanchard, a pris le parti d'obtenir une dérogation à la fermeture des écoles du lundi 16 mars 2020. « On ne va pas fermer les écoles ici car il y a déjà eu 2 mois de grève ».

Feignant tous d'oublier, que le mouvement qui a affecté l'Éducation, dénonçait aussi, les conditions exécrables d'exercice et d'apprentissage (démantèlement des infirmières scolaires, manque de moyens, de personnels d'encadrements, de sécurité de tous, d'équipements entre autres de base dans les salles de classe, comme de simples brasseurs d'airs...).

Il exigeait également, qu'enfin on prenne réellement en compte la vraie réalité de notre École martiniquaise, devant être placée pour une très large majorité, sous Réseau Éducation Prioritaire.

Cette initiative de dérogation finira par voler en éclat, quand, se sentant scruté par l'autre partie responsable de notre île, inquiète de la santé de ses enfants, le préfet annoncera finalement le lendemain, l'application de la mesure de fermeture.

Ces derniers mois, en particulier ceux de janvier et février, ont donc été marqués de toutes sortes d'absence de décisions responsables, puis de tergiversations et rétropédalages, tous coupables et lourds de conséquences puisqu'au début du mois de mai, notre France fera partie des pays du monde qui aura payé l'un des plus lourds tribus : 25000 morts...ou tués selon l'angle qui dicte notre raisonnement.

Aujourd'hui, qu'en est-il ? Loin d'apprendre de leurs graves erreurs, cette autorité bicéphale, nationale et locale, continue dans l'incroyable.

Sous couvert de méconnaissance et impréparation, elle navigue à vue et nous impose même une politique de coups de mentons et de leçons.

Les personnels au travail, et le reste de nos compatriotes, font face à la pénurie de tout ce qui pourrait rassurer et permettre d'affronter ce terrible fléau qu'est le corona.

Cette politique irresponsable se poursuit et en refusant d'imposer le port du masque comme obligatoire, s'exonère ainsi de tous reproche et riposte futurs.

Car pour parler simplement, le gouvernement et notre autorité rectorale martiniquaise, savent parfaitement que si le port du masque est rendu obligatoire, devant cette pénurie qui va continuer, ils ne pourront en aucun cas ouvrir les écoles.

Pourtant ce port du masque, au regard de ce qui se passe chez nos voisins et dans les pays où tout-a-commencé, en plus de sauver nos vies, aurait évité bien des tracas, entre autres économiques, ceux-là mêmes qui motivent exclusivement la réouverture de l'Ecole.

Pour une question d'Economie, on fait courir un risque insensé à nos enfants, aux personnels de l'Education, aux parents d'élèves et par indéniable extension, à toute la population de notre île.

Avant cette pandémie, notre autorité rectorale s'est montrée, dans bien des cas, incompétente à assurer un soutien dû et mérité, aux personnels en souffrance dans les établissements scolaires.

Bien des fois, les difficultés ont continué et se sont même accrues. Un silence méprisant accompagné de saisie sur salaire a, quantité de fois, été la seule réponse aux droits de retrait et à l'urgence des situations délicates et dangereuses que vivaient les collègues.

Une très large majorité des personnels de l'Ecole se concertent et se remémore ce qu'ils ont vécu et continue de souffrir, et qui sera encore réalité le 11 mai.

La politique éducative mise en place dans notre île n'a jamais pris en compte les inégalités entre les élèves, mesure aujourd'hui présentée, comme caution de reprise...

Les seuls qui se sont toujours battus **tous seuls**, sont les chefs et les autres personnels des établissements scolaires.

Personne ne doit oublier la lutte acharnée d'une partie des personnels de notre île, pour le maintien de certains CAP, souvent seules classes d'accueil de beaucoup d'enfants de notre île, que les difficultés sociales, que les problèmes graves de santé, ont chaque jour un peu plus, brisés.

Une lutte acharnée pour continuer à les accueillir et encadrer jusqu'à les guider aux formations et diplômes, très souvent contre l'avis et la volonté de l'autorité académique actuelle.

Une lutte acharnée contre toutes ces fermetures de sections motivées, par le seul objectif de faire des économies sur la scolarité et l'avenir des enfants de notre île.

Notre Martinique ne doit pas oublier, que l'autorité rectorale qui appelle à la reprise, supposément *pour combattre les inégalités faites aux élèves*, a fermé contre l'avis de tous (personnels et CTM), la section ATMFC. Section qui formait nos jeunes aux métiers que la pandémie, a permis de mettre en lumière : Les emplois d'Aidants à domicile ou d'Assistants dans les EHPAD, propulsés légitimement au rang de Sauveurs aujourd'hui.

Le SNUEP-FSU Martinique condamne donc cet appel insensé et précipité à la réouverture de l'Ecole en pleine pandémie. Il exige que les conditions sanitaires soient toutes réunies, car il s'agit entre autres risques encourus, de la vie des enfants et adolescents de son île.

Le SNUEP-FSU Martinique demande à la CTM de prendre toutes ses responsabilités, et à tout le moins, de lier la réouverture des établissements au port obligatoire du masque tout au long du séjour scolaire (cours, récréation et cantine).

Christophe THEGAT, Danielle AVERLANT  
Co-secrétaires du SNUEP-FSU Martinique